

Assemblée Nationale
Séance des questions au gouvernement du 24 mars 2010

Question de Monsieur Christian Bataille, député du Nord
à Monsieur le Ministre du Travail

Monsieur le ministre du travail, les Français considèrent l'emploi comme un sujet d'inquiétude prioritaire. Ils ont raison car la situation est grave aujourd'hui et sera pire demain. Vous venez de nous dire, monsieur Woerth, que ce matin, le Président de la République avait évoqué les priorités pour la France : puisqu'il n'a pas prononcé un seul mot sur ce problème, c'est donc que le chômage n'est pas dans les priorités de Nicolas Sarkozy pour la France.

Vos services viennent de rendre publics les chiffres du chômage, qui sont catastrophiques avec un taux de près de 10 % – 2,6 millions de personnes. Et il va encore augmenter en 2010 et très certainement en 2011, pour culminer à un niveau très élevé. De plus, dans l'année qui vient les emplois seront très précaires avec beaucoup de CDD de moins d'un mois.

Le nombre de chômeurs en fin de droit va également progresser : ils seront un million dans un an dont une bonne proportion – des centaines de milliers – n'aura plus de ressources. Un nombre croissant d'entre eux va tomber dans la pauvreté : 500 000 personnes peut-être.

Le RSA, conçu comme une incitation à reprendre un emploi, n'est pas adapté dans une telle situation, lorsque l'emploi manque. Jusqu'à présent, le Gouvernement n'a su que supprimer les emplois là où, justement, il les maîtrise, c'est-à-dire dans la fonction publique. De surcroît, vous avez réduit les moyens humains du service public de l'emploi. En revanche, vous n'avez pas fait preuve de beaucoup d'efficacité pour développer l'emploi.

Alors comment le Gouvernement va-t-il s'y prendre, autrement qu'en paroles, pour faire reculer le chômage ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Réponse de M. Laurent Wauquiez, secrétaire d'État chargé de l'emploi. Monsieur Bataille, vous l'avez rappelé, la France, comme tous les pays industrialisés, est rentrée depuis un an et demi dans une des pires crises de notre histoire. Notre priorité constante – et non une priorité parmi les autres –, la priorité constante de tous les secteurs de l'action gouvernementale voulue par le Président de la République et le Premier ministre, c'est l'emploi.

M. Christian Bataille. Alors pourquoi Nicolas Sarkozy n'a-t-il pas dit un mot sur le sujet ce matin ?

M. Laurent Wauquiez, secrétaire d'État. Quand on parle de compétitivité, d'industrie, de PME, de recherche, d'artisanat, on parle évidemment d'emploi !

Avec Christine Lagarde, nous avons mené un travail constant depuis un an et demi avec les partenaires sociaux pour consacrer le maximum de moyens à la situation de l'emploi.

C'est ainsi que 2 milliards d'euros supplémentaires ont été uniquement investis sur la politique de l'emploi, et que 1,7 million de salariés ont pu être protégés ou aidés grâce aux outils mis en place avec les partenaires sociaux.

Veut-on revenir sur l'activité partielle, qui a évité des licenciements ? Veut-on revenir, comme dans votre région, sur les CTP destinés à aider à la reconversion des salariés ? Veut-on revenir sur le dispositif zéro charge, qui vise à favoriser les embauches ?

Sur le terrain, la situation reste évidemment très difficile pour nos compatriotes. Mais nous devons continuer à nous battre, ensemble, je l'espère, et de façon républicaine.

Les régions ont de très grosses compétences en matière d'emploi. Depuis un an, le comité de pilotage mis en place avec les partenaires sociaux s'est réuni chaque mois. Or la chaise des régions est toujours restée vide... (*Protestations sur les bancs du groupe SRC.*) Les exécutifs régionaux n'ont participé à aucun de ces comités de pilotage. (*Mêmes mouvements sur les mêmes bancs.*)

Je peux comprendre une telle attitude en période électorale. Mais j'espère que maintenant – et je tends la main à tous les exécutifs régionaux – nous allons pouvoir travailler ensemble. Je proposerai aux présidents de région nouvellement élus une réunion de travail pour que, de façon républicaine, nous puissions agir ensemble plus efficacement.